Denis Durand,
animateur de la commission économique du PCF,
codirecteur d'*Économie & Politique*

Introduction

Cette rencontre conclut un séminaire « Capitalisme : vers un nouveau paradigme ? » qui a cherché à élucider ce qui a changé, et ce qui n'a pas changé, dans le système économique capitaliste au cours des dernières décennies. Car, sans même remonter à ce que nous avons caractérisé comme une crise systémique au milieu des années soixante, beaucoup de choses ont changé.

Mon propos n'est pas de rappeler en détail les échanges qui ont eu lieu dans les cinq séances que le séminaire a comportées, d'autant que ces séances ont fait l'objet d'enregistrements vidéo accessibles sur le site Web de la Fondation Gabriel Péri, et de comptes rendus dans plusieurs numéros d'*Économie & Politique*. Il est plutôt d'indiquer quelques éclairages qu'ils ont pu donner sur ces changements. Notre interrogation a porté, comme l'indiquait le titre général du séminaire, sur ce qui se cherche au fil de ces transformations plus ou moins radicales.

- à partir des années 1970, avec par exemple le rapport Meadows, la place prise par l'enjeu écologique a marqué une rupture avec une expansion du capitalisme qui traitait jusque-là la nature comme une ressource inépuisable. Corinne Lepage et Jean-Louis Durand ont exprimé des vues très divergentes sur la possibilité d'une réponse à l'enjeu écologique sous la forme d'un « capitalisme vert » qui préserverait la logique de rentabilité du capital. Il est frappant de voir avec quelle facilité les multinationales du pétrole, de l'énergie, des transports ou de la banque ont pu faire passer au second plan leur souci de respectabilité écologique face aux événements violents qui se sont produits depuis 2022 – guerre en Ukraine, guerre commerciale de Trump ;
- ce qu'on a successivement désigné comme une « informatisation de la société », puis comme une « révolution numérique », et aujourd'hui comme l'avènement d'une « intelligence artificielle » signale-t-il le

processus d'une révolution informationnelle présentant des traits radicalement différents de la révolution industrielle qui a accompagné l'épanouissement du stade classique du capitalisme et antagoniques aux principes de celui-ci, en même temps que les efforts du capital pour la « récupérer » développe des contradictions radicales, comme l'a soutenu Frédéric Boccara ? Ou bien s'agit-il plutôt de l'avènement d'un « capitalisme de plate-forme » prenant des formes différentes aux États-Unis, en Europe ou en Chine, aboutissant, en somme, à un renforcement du capitalisme, comme le suggérait Robert Boyer ?

- la libéralisation financière et l'intensification des mouvements de capitaux ont structuré l'économie mondiale autour de firmes multinationales mettant en réseaux capitaux, ressources naturelles et ressources informationnelles pour réaliser et capter le maximum de profits à l'échelle de la planète, et capables de faire prévaloir leurs impératifs de rentabilité dans toutes les relations internationales et dans les politiques des États les plus puissants. Cette mondialisation n'a-t-elle pas rencontré des contradictions insurmontables dont la crise de 2008 et, plus encore, les événements récents – guerre en Ukraine, guerre commerciale de Trump – sont des révélateurs ? Qu'est-ce qui l'emporte, dans le diagnostic, entre la résilience de cette mondialisation et le mouvement général vers un recentrage géographique des chaînes d'approvisionnement et des chaînes d'activité, voire vers des formes de fracturation du monde ? Telles sont les questions que Nasser Mansouri-Guilani et Vincent Vicard se sont posées.
- l'abandon de la convertibilité du dollar en or, à partir de 1971, a inauguré un nouveau régime monétaire, toujours centré sur le dollar, monnaie commune mondiale de fait. Cette révolution monétaire a mis en évidence un rôle accru des banques centrales et de leur pouvoir de création monétaire. Puis les crises financières et la « grande récession » de 2008 ont remis en honneur les politiques budgétaires. Mais il a fallu, pour sauver le système financier, mobiliser le pouvoir de création monétaire des banques centrales dans des proportions jusque-là inimaginables. Et la réponse à l'état désespéré des services publics n'ira pas sans une utilisation

radicalement différente de ce pouvoir : c'est ce dont ont débattu, dans deux séances successives, Jézabel Couppey-Soubeyran, Denis Durand, Esther Jeffers et Tibor Sarcey.

- enfin, l'un des points de départ de nos échanges a été la remarque d'Alain Bauer, grand influenceur de la vie politique contemporaine, à propos d'une « Sainte Alliance » entre l'État et le capital qui, après avoir produit la prospérité des « Trente glorieuses » serait selon lui aujourd'hui rompue. Ce qui se cherche dans le capitalisme contemporain ne serait-il pas une nouvelle alliance ? Faut-il à nouveau une alliance Etat-capital ou mobiliser l'État contre la domination du capital, et le transformer pour une toute nouvelle « alliance » ? C'est le propos développé par Évelyne Ternant à l'occasion d'un échange auquel nous avons invité Jean-Hervé Lorenzi.

Ce point de départ – la recherche d'une nouvelle alliance entre l'État et le capital qui, à l'issue du séminaire et à la lumière des événements les plus récents, ne semble pas avoir été trouvée comme issue durable aux difficultés – pourrait servir de nouveau fil conducteur pour des échanges à venir.

Le séminaire qui se conclut aujourd'hui a été l'occasion, comme on a pu l'entendre dans ce qui précède, de confronter nos préoccupations aux points de vue de personnalités très diverses, qui en général ne partagent pas la grille de lecture du monde contemporain dont se réclame *Économie & Politique*, revue marxiste d'économie.

Pour aller plus loin, il nous semble maintenant utile d'interroger cette grille de lecture elle-même : qu'a-telle à dire sur les transformations du capitalisme contemporain ? Ces transformations remettent-elles en cause sa pertinence, la valident-elles au contraire ? À ce stade des réflexions, nous choisissons la deuxième réponse mais cela ne dispense pas d'interroger et de faire progresser le bagage théorique dont nous disposons.

Rappelons – car il est nécessaire de le rappeler, c'est un trait distinctif des débats contemporains – qu'économistes et historiens reconnaissent communément dans l'histoire du capitalisme une succession de stades : un stade primitif a laissé place, au début du XIXe siècle, avec l'épanouissement de la révolution industrielle, à un stade classique, concurrentiel. Puis

l'issue à une crise systémique, la « grande dépression » du dernier quart du XIXe siècle, a pris la forme du passage à un capitalisme de monopole, ou monopoliste, dont les traits fondamentaux – la domination d'un capital financier, fusion du grand capital industriel et du capital bancaire – prévalent encore aujourd'hui, alors même que le capitalisme est entré dans une phase nouvelle.

Au XXe siècle, le terme de capitalisme monopoliste d'État, introduit par Lénine en 1920 pour désigner une transformation perceptible dès la Première guerre mondiale et alors que s'amorçait une nouvelle crise systémique qui deviendrait évidente avec le krach de 1929, a été adopté dans tout le mouvement communiste international pour rendre compte du poids qualitativement nouveau pris par l'intervention de l'État dans l'économie. Mais c'est Paul Boccard, se dressant contre un dogmatisme devenu intenable dans les années 1960, qui en a donné une analyse et une explication rigoureuses. Il l'a fait à partir d'une lecture critique de toute la littérature économique, des origines jusqu'au début du XXIe siècle. À partir d'un renouveau des études sur le troisième livre du *Capital*, il a développé les analyses qui s'y trouvent sur la tendance à la suraccumulation de capital et sur la façon dont le système y répond sous la forme de ce qu'il a proposé d'appeler une dévalorisation : une partie du capital cesse d'exiger son taux de profit, soit qu'il disparaisse, soit qu'il accepte ou soit contraint de fonctionner à un taux de profit réduit, la différence étant captée par des capitalistes plus puissants. Il a reconnu dans ce double processus de suraccumulation-dévalorisation du capital, la cause profonde du retour plus ou moins périodique des crises qui caractérise l'histoire du capitalisme, et aussi le moteur des transformations du système, de son passage par des stades successifs.

Ainsi, après l'entrée en crise du capitalisme monopoliste dans les années 1920, l'issue à ces difficultés a été recherchée dans différents mécanismes par lesquels l'État opère une dévalorisation de capital. Systématisés avec des transformations structurelles et institutionnelles profondes, affectant le jeu du régulateur central des économies capitalistes, le taux de profit, ils ont permis de surmonter la dépression des années trente et de sortir du chômage de masse en remontant fortement l'efficacité du capital et, par-là, sa rentabilité. Simultanément, ils ont permis d'accroître massivement les dépenses sociales, publiques et salariales. Cette nouvelle phase de développement

du capitalisme, le CME, a été qualifiée de « sociale » pour rendre compte des compromis imposés par le rapport de forces social et international issu de la Deuxième guerre mondiale.

Cette approche théorique a prouvé sa pertinence en annonçant, dès la fin des années 1960 – au moment où la dévaluation de la livre sterling, en 1967, marquait le début d’une crise du système dollar établi à Bretton Woods –, que cette nouvelle phase, celle du capitalisme monopoliste d’État, allait entrer à son tour en crise. Mais qu’en est-il des évolutions qui se sont produites depuis cette entrée en crise ? La conversion des politiques économiques au néolibéralisme a-t-elle fait perdre de son importance à l’intervention des États dans l’économie ? En un mot, le capitalisme mondialisé et financiarisé est-il encore du capitalisme monopoliste d’État ? Est-il une issue à la crise ? L’austérité qui accompagne cette crise retire-t-elle au CME son caractère social ? Et comment interpréter les nouvelles convulsions financières, économiques, monétaires, géopolitiques qui saturent l’actualité des dernières années, des derniers mois et des dernières semaines ?

Ce sont là précisément les questions auxquelles nous voulons aujourd’hui chercher des commencements de réponses. Nous avons de bonnes raisons de penser que notre patrimoine théorique nous donne des outils efficaces pour mettre de l’ordre dans ce que les événements peuvent avoir de chaotique, et que ces outils peuvent intéresser tous ceux qui, comme nous, voudraient transformer le système économique contemporain et ont besoin pour cela de comprendre ce qui se cherche dans sa crise. Réciproquement, nous avons besoin d’éprouver ces outils en les confrontant à tout ce qui peut aider à appréhender ce qu’il y a de radicalement nouveau dans les événements récents, y compris dans un dialogue avec les productions d’écoles de pensée différentes.

Par exemple, les formes prises par les efforts de Trump pour raffermir l’hégémonie du dollar sur le monde, après la contre-offensive menée par l’administration Biden au sortir de la pandémie, ne nous ont pas tout à fait pris au dépourvu : on se reportera en particulier avec intérêt aux analyses d’Yves Dimicoli publiées dans *Économie & Politique*. Mais les événements vont vite, et ce sera l’objet des échanges que nous allons avoir ce matin à propos de leurs aspects commerciaux, monétaires, géopolitiques.

Puis, cet après-midi, nous voulons nous intéresser, dans une perspective à plus long terme, sur les racines systémiques des évolutions récentes.

Et notre plus grand souhait serait que cette journée puisse ouvrir un nouveau cycle de travaux et d'échanges portant sur les dimensions économiques mais aussi sociologiques, politiques et culturelles de la civilisation contemporaine, tant du côté des classes sociales, des constructions d'identité, de la relation au travail, que de la conception de l'Etat, des institutions et de la politique, ou encore de l'articulation avec tous les moments classiquement nommés de « la reproduction » sociale, qui sont plutôt pour nous ceux de la « ré-génération sociale humaine », impliquant tout particulièrement les services publics d'éducation, de santé ou de recherche. Nous en sortirions mieux à même de comprendre ce monde, pour pouvoir le transformer.